

Présidentielle 22 avril 2012



Europe Écologie les Verts

ÉNERGIE, IL EST TEMPS DE CHANGER DE POLITIQUE

EVA JOLY LE VOTE JUSTE

evajoly 2012

www.evajoly2012.fr

contact@evajoly.fr www.facebook.com/evajoly.fr @evajoly

AVEC QUELQUES GRAMMES DE PAPIER, VOUS POUVEZ FAIRE PENCHER LA BALANCE EN FAVEUR DE L'ÉCOLOGIE.

POUR CHANGER DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE, VOTEZ JUSTE.

evajoly 2012 LE VOTE JUSTE

www.evajoly2012.fr

contact@evajoly.fr www.facebook.com/evajoly.fr @evajoly

L'ÉCOLOGIE LA SOLUTION

Le projet présidentiel d'Eva Joly

COMITE DE SOUTIEN à EVA JOLY CANDIDATE à L'ELECTION PRESIDENTIELLE

La situation à laquelle notre pays fait face est sans précédent. Le système financier n'en est pas l'unique responsable : c'est notre modèle de développement qui est en cause. L'élection présidentielle est une occasion inespérée d'inventer collectivement un avenir durable et solidaire.

Ce rendez-vous avec les citoyen(ne)s est une occasion sans pareille pour défendre des idées novatrices.

Nous ne pouvons plus nous contenter de dénoncer les conséquences inéluctables du système productiviste et de la mondialisation financière : le temps est venu de proposer des solutions précises pour éviter que des désordres grandissants n'aggravent encore les injustices écologiques et sociales dont souffrent particulièrement les plus vulnérables. Eva Joly propose une nouvelle organisation politique s'appuyant sur plus de justice, marquant le passage vers une VI^e République et garantissant la séparation des pouvoirs et le respect des forces démocratiques françaises.

Eva Joly conduira cette campagne avec toutes celles et tous ceux qui interpellent la société sur la rapide dégradation de la planète et sur la détresse de tant de ses habitants, qui proposent et développent des solutions justes et responsables pour mieux vivre ensemble.

Le projet que porte Eva Joly est celui d'une société économe, responsable, régulée et tournée vers le long terme !

Rejoignez le comité de soutien de la région Auvergne afin de porter sa candidature écologiste !

Europe Écologie les Verts

VERTS AUVERGNE
Journal trimestriel
du parti EUROPE ÉCOLOGIE
LES VERTS
Région AUVERGNE
11 rue des Deux Marchés
63000 Clermont-Ferrand
tél. 04 73 91 02 73

Février 2012
2 € N° 52

Distribués de Strasbourg CLERMONT-FERRAND CTC

P
PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Journal trimestriel Verts Auvergne
Tirage 1970 exemplaires
ISSN 1260934 X ; CPPAP 0114 P 11214
Abonnement : 7.20 € par an
Directeur de la Publication
Yves REVERSEAU
Directeur de la Rédaction
Gérard MATICHARD
Secrétaire de Rédaction
Dominique DUMAZEL

Contactez-nous :
auvergne@eelv.fr
http://auvergne.eelv.fr
ou envoyez le coupon ci-dessous à
EUROPE ECOLOGIE VERTS AUVERGNE
11 rue des Deux-Marchés
63000 CLERMONT-FERRAND

M.....
Adresse.....
tél ou mail
désire

- s'abonner au journal des Verts Auvergne au prix de 7.20€/an
- adhérer au parti Europe Ecologie Les Verts
- Souhaite soutenir EELV et fait un don de€ par chèque à l'ordre de l'association de financement d'Europe Ecologie Les Verts Auvergne

imprimé par nos soins sur papier recyclé



Europe Écologie les Verts

Verts Auvergne

Le journal de l'écologie politique

n° 52 - février 2012 - 2 € -



édito

Avec Eva, l'alternative écologique



sommaire

- 1 - édito de Nicolas Bonnet, Avec Eva, l'alternative écologique
- 2 - Mémento, agenda
 - Wissam mort aux mains de la police
- 3 - La ligne LGV POCL : une aberration écologique et économique
- 4 - Nucléaire «c'est par où la sortie ?»
 - Incinérateur du Puy de Dôme : Elargir l'opposition citoyenne.
- 5 - Lettre des élus écologistes au Conseil Régional d'Auvergne
 - Vote du budget primitif 2012
- 6 - Budget régional 2012
- 7 - La cour des comptes tacle le grenelle de l'environnement
 - 228 milliards d'euros pour le parc nucléaire
- 8 - Michelin ne doit pas construire cette usine en Inde
 - la culture pour tous
- 9 - Ca ne va pas être possible...
- 10 - Un peu de culture dans le café
 - Section d'enseignement professionnelle au lycée Marmontel à Mauriac
- 11 - Histoire de crises
- 12 - Présidentielle 22 avril 2012
 - Comité de soutien à Eva Joly

dessins : Charlie Hebdo
photos :
Dominique DUMAZEL,
Gérard Matichard

Pour Europe Ecologie Les Verts, l'année 2011 s'est achevée avec la première Agora du mouvement. Cette assemblée réunissant des délégués du parti et des délégués du réseau coopératif a mis une touche finale au projet que nous préparions depuis de nombreux mois en vue des échéances électorales de 2012. **Notre projet est complet et cohérent, il propose une véritable alternative aux politiques menées depuis des années.** De la transition énergétique urgente et inévitable à engager, jusqu'à un renouveau social et démocratique, en passant par la satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, santé, logement, éducation, culture) pour tous, aucun sujet n'est laissé de côté. Pour ceux qui prendraient encore les écologistes pour de doux rêveurs, un volet économique empreint de justice sociale montre la crédibilité de notre projet de transformation de la société. Emparez-vous sans plus attendre de notre programme disponible sur le site internet d'EELV et en librairie sous le titre « Vivre Mieux » (aux éditions « les petits matins »).

Depuis son entrée en campagne, **Eva Joly le porte avec force et détermination.** A deux mois du premier tour, il est urgent de nous mobiliser autour d'Eva et de profiter de la tribune que nous offre la présidentielle pour **informer, débattre, convaincre** les électeurs de la justesse de nos analyses et propositions. Nous avons la chance que notre candidate incarne l'écologie politique en en renouvelant l'image. Eva Joly n'est pas née française, ni écologiste, elle a choisie de devenir française et écologiste. Elle a prouvé par ses actes tout au long de sa vie qu'elle avait **le sens de l'intérêt général** chevillé au corps. Cet intérêt général si cher aux écologistes qui défendent une juste répartition des richesses, un droit d'accès universel aux besoins fondamentaux et à un environnement préservé, s'opposant aux intérêts particuliers d'une classe dominante toujours plus prédatrice. Eva Joly ne fait pas une campagne de témoignage, elle mène une campagne de convictions, de **détermination à impulser un réveil citoyen et une prise en considération des problématiques écologiques dans la société.**

C'est avec ce même esprit que **nous devons nous mobiliser pour les législatives** autour de nos candidats. Même si ces élections nous sont défavorables du fait de l'absence de proportionnelle, elles seront de toute façon un formidable moment de débats et d'échanges de proximité avec la population. L'actualité confirmant nos analyses, nous ne manquons pas de faits pour étayer nos propositions. La Cour des Comptes, une administration qui n'est pas réputée comme étant constituée d'anti-nucléaires, vient de sortir un rapport évaluant les coûts réels de la filière électro-nucléaire française. Entre coûts cachés et coûts d'investissement en hausse constante et inévitable, ses conclusions donnent tort à tout ceux qui défendent encore l'énergie nucléaire sous prétexte qu'elle serait la moins chère. **Une raison de plus d'engager sans plus attendre la révolution énergétique** que les écologistes appellent de leurs vœux. Pour continuer d'alerter nos concitoyens sur la nécessité de sortir du nucléaire, je vous invite à participer à la grande mobilisation qui aura lieu le dimanche 11 mars : **une grande chaîne humaine** le long de la vallée du Rhône, entre Lyon et Avignon. Des cars seront organisés pour s'y rendre, toutes les informations sont sur le site <http://chainehumaine.org>. Soyons nombreux à y participer !

Nicolas BONNET

<http://auvergne.eelv.fr>

Mémento printemps 2012

Elections présidentielles 22 avril et 6 mai 2012
Elections législatives 10 et 17 juin 2012

- Lire les propositions d'Europe écologie les Verts pour la présidentielle et les législatives 2012 sur <http://www.eelv.fr/4712-projet-2012/> «vivre mieux, vers la société écologique», nous demander le livre, 3€

- Suivre l'actualité d'Eva Joly, la candidate EELV à la présidentielle, sur le site de campagne : <http://evajoly.fr> et notamment le contre-budget 2012 «le new deal écologique et social» et bien sûr le projet présidentiel «l'écologie, la solution»

- Participer aux actions et rencontres entre adhérents et coopérateurs dans les groupes locaux ou avec les candidats qui les organisent

- voir les nouvelles réunions sur le site d'Europe écologie les Verts Auvergne : <http://auvergne.eelv.fr>

- Pour ceux qui n'ont pas accès à internet, demander ces documents au secrétariat régional.

Les débats près de chez vous

- 29 février 20 h au local EELV de Clermont-Ferrand, réunion de campagne Eva Joly

- 2 mars : réunion mensuelle décentralisée à St Just Malmont 43, avec un débat public

- 14 mars 19h à Murat 15, salle polyvalente, TGV, TER quels transports pour le Cantal ?

- 16 mars 20h à Vichy : à l'initiative d'APROMER, réunion publique « Réussir la transition énergétique » animée par Thierry Salomon de «Négawatt»

Chaîne Humaine Antinucléaire Se tenir par la main sur 235 kms

dimanche 11 MARS : triste anniversaire de la catastrophe de FUKUSHIMA, une chaîne humaine est organisée dans la vallée du Rhône de Lyon à Avignon pour exiger la sortie du nucléaire. Départs groupés depuis l'Allier, Clermont-Ferrand et Brioude. Nous contacter.

Wissam mort aux mains de la police Communiqué

EELV 63 a tenu à exprimer sa peine et toute sa solidarité à la famille de Monsieur Wissam El-Yamni, décédé le 9 janvier après une violente interpellation, dans son quartier de la Gauthière à Clermont, lors de la nuit de la Saint-Sylvestre.

Les premiers éléments de l'enquête en cours et les témoignages des habitants sont accablants et révoltants : A la suite d'un jet de pierre, ou de canette, sur un véhicule de police, il a été menotté au sol, puis emmené au commissariat avec des fractures aux côtes et au rocher orbitaire, avec des lésions sérieuses au cou, et dans un coma dont il n'est pas sorti.

Ces brutalités sont le résultat de la politique du tout répressif qui est cultivée au ministère de l'intérieur depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à ce ministère en 2005, politique fortement affichée par son titulaire actuel Guéant, Va-t-en guerre en cette période de campagne présidentielle, pour attirer des voix d'extrême droite.

Frapper à mort un homme sans défense, quoi qu'il ait fait, est indigne d'un état de droit.

Le déploiement de force effarant de plus de 400 policiers et de deux hélicoptères qu'a installé le préfet n'a fait que tendre la situation et transfor-

mer en coupables potentiels les habitants d'un quartier en état de siège. Wissam n'était pas un voyou, comme certains cherchent à la faire croire. Sa mort a ému tout le quartier et nous saluons la dignité, le calme, malgré une juste colère rentrée, avec lesquels ses amis et les habitants de la Gauthière ont organisé des manifestations qui demandent la Justice et la Vérité pour lesquelles, avec le Vivre ensemble, ils se sont organisés en comité.

Les policiers mis en examen sont à ce jour seulement « sanctionnés » par une mise en congés payés... Dans les affaires similaires qui arrivent trop souvent en France, la justice n'a pas condamné sévèrement les auteurs. EELV-63 demande que la vérité soit très vite établie en toute indépendance, qu'il n'y ait pas d'impunité policière, que les amis de Wissam El-Yamni puissent encore croire en la justice dans notre pays.

Non ! Ce n'est pas de Robocops dont ont besoin les habitants de nos quartiers au fort taux de chômage, mais de respect, de solidarité, d'emplois, de lien social, d'agents locaux, reconnus de médiation sociale. Et que cessent les contrôles au faciès, la discrimination de la part de la police, comme des employeurs, et des services publics !

Yves Reverseau, porte-parole

AVEC QUELQUES
GRAMMES DE PAPIER,
VOUS POUVEZ
FAIRE PENCHER LA BALANCE
EN FAVEUR DE L'ÉCOLOGIE.

Histoire de crises

Lors de la conférence débat à Montluçon sur LA crise, Alain Lipietz, économiste, en introduction établit un parallèle entre la crise des années trente découlant du modèle de développement libéral et la situation actuelle.

Il souligne qu'à cette époque la réponse donnée a été pour les Etats-Unis le choix de Roosevelt et du New Deal, pour l'Allemagne celui d'Hitler et du fascisme. Nous ne devons pas oublier dans nos analyses ces leçons de l'histoire car nous n'avons plus le droit à l'erreur.

La crise actuelle en France résulte de l'application, depuis les années 80 du modèle ultra libéral dominant, **rente années à «fric» pour les classes dominantes, du chômage et une stagnation du pouvoir d'achat pour les travailleurs, un appauvrissement des classes moyennes.**

Au niveau mondial, avec l'apparition des nouvelles puissances émergentes comme la Chine et l'Inde et sa croissance prodigieuse du nombre de salariés dans l'économie mondiale, on assiste au développement spectaculaire d'un capitalisme «sauvage», qui n'accepte plus les compromis qui permettaient d'assurer une certaine protection sociale. Il réalise une transformation importante du modèle économique essentiellement au profit des classes sociales dominantes. Cependant, **le capitalisme ayant besoin de consommateurs, il a pris la forme d'un capitalisme d'endettement**, c'est-à-dire qu'il a prêté aux classes moyennes, aux travailleurs pauvres afin qu'ils puissent acheter des voitures, des maisons, des réfrigérateurs. A un moment, on s'aperçoit comme en 1929, que les gens ne peuvent plus rembourser, le marché financier prend peur, les banques sont en difficulté, les entreprises licencient, les affaires ralentissent, l'économie s'effondre, la crise sociale s'aggrave.

C'est exactement ce qui s'est aussi passé en 2008. Une différence très importante cependant existe aujourd'hui : **un problème global de tension entre l'humanité et la nature.** Aujourd'hui il y a des difficultés pour pouvoir assurer assez d'énergie et de nourriture pour répondre aux besoins de l'humanité. En même temps que l'accroissement de la pauvreté se produit l'augmentation considérable des prix de l'énergie, de la nourriture et dans certains pays du logement.

La crise Energie Climat avec l'épuisement du pétrole et l'augmentation des gaz à effet de serre se double d'une crise alimentaire : La Terre n'arrive plus à nourrir ses habitants. **Ces deux crises interagissent fortement.** L'alimentation produit la moitié

du gaz à effet de serre mondiale. Or le réchauffement climatique est responsable d'une diminution de l'offre alimentaire. L'extension du mode occidental d'alimentation dans des pays peuplés comme l'Inde et la Chine par exemple est aussi une cause importante de la diminution de l'offre de terres cultivables. Le changement intervenant dans la nature des consommations est caractéristique pour les classes moyennes qui mangent maintenant de la viande. Or pour produire la même quantité de protéines il faut dix fois plus d'espace avec la viande qu'avec des céréales et des légumineuses. L'urbanisation réduit aussi les surfaces cultivables consacrées à l'alimentation ainsi que la production d'agro carburants.

En 2050 la population mondiale sera de 10 milliards d'habitants. Peut-on résoudre le problème de l'alimentation et de l'énergie ?

La réponse est affirmative en changeant de modèle de développement. Imaginons que la gauche gagne en 2012 en France puis en Allemagne l'année suivante. En raison de ce nouveau contexte la Banque Centrale Européenne assainit la dette. Quelles sont alors les possibilités d'action ? Il faut :

-tout d'abord pour lutter contre le réchauffement climatique, lancer d'énormes chantiers afin de réduire de 30% l'effet de serre d'ici 2020. Ceci créerait **11 millions d'emplois** de plus pour l'Union Européenne : priorité donnée aux transports en commun, rénovation de 750 000 logements par an nécessaire pour réaliser l'isolation. Ces emplois sont locaux et non délocalisables et non automatisables.

- **La crise alimentaire est aussi une crise sanitaire.** En effet, à partir des années 2000 -2007 la terre ne donnant plus assez à manger, on assiste à une envolée des prix alimentaires, à des émeutes de la faim, l'une des causes du Printemps Arabe. Chez nous cette hausse des prix a poussé les consommateurs à l'achat de produits moins chers donc de plus mauvaise qualité avec comme effets une dégradation de la santé (obésité, diabète, maladies vasculaires...).

On peut diminuer le coût de la nourriture qu'utilisent les Français sans en diminuer la qualité gustative et surtout sanitaire en composant des menus avec peu de viande et un apport de protéines avec des légumineuses. **Il est**

impératif de sortir du modèle alimentaire imposé par les Etats-Unis d'Amérique à la fin de la deuxième guerre mondiale axé sur le maïs et le soja. D'où la nécessité de développer l'agriculture biologique qui offre une alimentation saine, consomme moins d'espace, moins d'eau, moins de transports et utilise 40% de plus de main d'œuvre que l'agriculture intensive, mais exige aussi une technicité supérieure donc une formation pour réaliser la transition écologique.

Comment investir massivement alors qu'il faut payer les dettes passées ?

L'urgence est l'investissement et non le paiement de la dette ! Il est indispensable d'obtenir un accord entre Etats au niveau de l'Europe, affirmant qu'on paiera beaucoup plus tard, en rééchelonnant les dettes. Une monétarisation partielle de ces dettes doit être réalisée. La Banque centrale européenne doit racheter aux banques la dette publique, moyennant un certain rabais.

Lipietz souligne l'importance de la «déclaration de Paris» adoptée le 13 novembre 2011 au congrès des Verts européens. Elle affirme à la fois la solidarité européenne et sa contrepartie : un contrôle des uns sur les autres. Elle propose une annulation de 65% de la dette grecque, puis une monétarisation des dettes souveraines. Mais, elle prévoit le maintien de la règle de la «double signature» : **dès que la Banque centrale crée de la monnaie celle-ci sert à financer les grands chantiers du New Deal Vert .**

Deux obstacles de taille restent cependant à surmonter :

-Il faut apprendre à faire disparaître la méfiance envers l'autre et **coopérer**; L'idée de coopération est un saut difficile car on change de taille de communauté pour aller vers plus de fédéralisme, et au niveau planétaire par la signature des traités internationaux sur le climat, l'alimentation.

- les financiers, les lobbies qui feront moins de profit, et qui arrivent à persuader leurs travailleurs qu'ils risquent de perdre leur emploi avec la transition écologique de l'économie. **Il faut donc convaincre ces travailleurs qu'ils ont tout à gagner de cette conversion créatrice d'emplois.**

Jean Chambeau



Un peu de culture dans le café

Depuis l'automne, des écologistes de Riom organisent des "cafés écolo", moments de débat autour d'un thème défini à l'avance et d'un verre, et en compagnie d'un témoin privilégié. En janvier, la commission culture d'EELV Auvergne s'est associée avec eux pour proposer un café-débat sur la culture en milieu rural, en présence de Nicole Rouaire, vice-présidente en charge de la culture au Conseil régional.

Nous avons été chaleureusement accueillis à l'Arthécafé à Manzat par Marc et May qui connaissent bien le sujet puisqu'ils accueillent chaque semaine des événements culturels dans leur café des Combrailles. Pendant plus de 2 heures, nous avons pu échanger sur les difficultés actuelles pour une présence culturelle de qualité à la campagne mais surtout sur les propositions de uns et des autres et sur les expériences menées par plusieurs des participants au sein d'associations : l'une allant chez l'habitant pour raconter des contes, ressuscitant ainsi les veillées, l'autre proposant des manifestations autour de la musique de chambre à la campagne mais aussi dans des quartiers urbains souvent aussi enclavés que la campagne.

Nicole Rouaire nous a présenté quelques unes de ses actions au conseil régional pour favoriser l'excellence artistique partout dans la région, notamment en incitant les pays à se doter d'agents de développement culturel. Mixer les publics, favoriser les passerelles entre amateurs et professionnels, développer les pratiques pour que la culture ne se résume pas à une consommation de biens culturels formatés, voilà ce qui nous réunissait. Pour que les générations à venir puissent ainsi transformer nos pratiques culturelles, la formation culturelle des enfants est primordiale et le rôle de l'éducation nationale devrait être majeur dans ce domaine. Il nous faut aussi réapprendre à fabriquer notre propre culture avec des matériaux quotidiens et de proximité. Ce qui implique la présence de médiateurs capables de recréer ce lien et donc un véritable investissement de la collectivité.

Pour clore cette riche soirée, Marc et May nous ont offert une délicieuse soupe de rutabaga. Quant à moi, j'espère que nous pourrions renouveler ce genre de cafés-débats d'où l'on ressort enrichi des expériences de chacun et plein d'idées nouvelles pour la politique de demain.

Arnaud Alexandre

Section d'Enseignement Professionnel du Lycée Marmontel à Mauriac

Petit rappel, une alerte sociale a été installée sur le département du Cantal après l'annonce des suppressions importantes de postes à la rentrée 2012 dans l'Education Nationale.

La Section d'Enseignement Professionnel de Mauriac qui forme sur les **Métiers de l'EAU doit subir la suppression de quatre divisions** à la rentrée scolaire 2012 avons-nous appris le 4 janvier. Le 10 janvier près de huit cents personnes manifestent dans les rues de Mauriac, dont notre groupe avec Lionel Roucan Vice-Président du Conseil Régional. Les commerçants affichaient leur soutien sur leur vitrines.

Par différents contacts et forcing, nous avons participé à un conseil d'administration extraordinaire, à une occupation des locaux, un voyage à Clermont-Ferrand pour la rencontre au Rectorat, à une réunion à la sous-préfecture, dirigé la manifestation envahissante en mairie, fait signer la pétition papier et en ligne, "présenté" oralement à notre député-ministre les impacts de cette suppression et le caractère incompréhensible

pour une élue EELV.

Pour rappel, la Région a déjà investi quatre cent mille euros et il n'y a pas d'équivalence en Auvergne. Des propositions sont faites actuellement pour que Mauriac prépare le Bac professionnel filière EAU qui n'existe pas encore (2013?) suivi des Licences. Mais rien en amont pour les DP6 (découverte professionnelle), pas d'offre de formation pour ces publics déjà fragilisés, pour lutter contre la déscolarisation, la marginalisation; le GRETA risque à son tour, à court terme, d'être menacé ainsi que le lycée professionnel. Un dossier par l'équipe pédagogique est en construction soutenu par deux inspecteurs du rectorat et un moratoire d'un an est demandé pour construire le projet avec sérénité et efficacité.

Ces choix du Lycée de Mauriac ont été fait en 1991, nous étions visionnaires et alors que l'eau est une priorité mondiale, que certains nomment "L'Or Bleu", la SEP, section d'enseignement professionnel, filière de l'eau disparaîtrait ?

Claire TESTU-VIALANEIX,
Conseillère Municipale EELV à Mauriac

dans les départements

La LGV P.O.C.L. : une aberration écologique et économique

Dans l'hypothèse d'une éventuelle saturation de la ligne Paris - Lyon d'ici une quinzaine d'années est né le projet d'une ligne à grande vitesse Paris - Orléans - Clermont - Lyon. Dans leur grande majorité, au nom du désenclavement, du développement économique, voire même d'un « droit à la vitesse », les élus de la Région Auvergne soutiennent ce projet, dont le coût est estimé à 14 Mds€.

Si l'on en juge par l'évolution actuelle des déplacements, et par les précédentes évaluations de RFF, souvent surestimées, on peut avoir quelques doutes quant aux hypothèses de trafic sur lesquelles ce projet repose.

Il est vrai que plus la vitesse des convois est élevée, plus vite une ligne est saturée. Une LGV arrive donc à saturation plus rapidement qu'une ligne classique, d'autant que la SNCF n'autorise pas la circulation de trains « non TGV » sur une LGV. C'est une des raisons pour lesquelles nos voisins européens se contentent d'une grande vitesse à 220 km/h, au lieu des 300 et plus de nos TGV actuels. Autre raison : une LGV revient plus cher à construire et à entretenir qu'une ligne classique, et consomme plus d'énergie. La vitesse étant un facteur d'usure des rails, il est nécessaire de les remplacer plus fréquemment ; au-delà de 160 km/h, la consommation d'énergie augmente en fonction du carré de la vitesse ; enfin, elle impose un écartement plus grand entre les voies qu'une ligne classique, donc une occupation plus grande de l'espace.

En matière d'enclavement, le service actuel relie Clermont à Paris en 3h15. En revanche, la ligne Clermont - Méditerranée, de même que l'axe Bordeaux - Clermont - Lyon - Genève, sont abandonnées par l'Etat, au plus grand bénéfice des gestionnaires d'auto-routes. Si l'Auvergne souffre d'enclavement, l'axe Clermont - Paris apparaît comme très privilégié par rapport aux autres. Enfin, l'arrivée du TGV en Auvergne compromettra fortement la rentabilité des lignes actuelles.

En matière de développement économique, l'expérience démontre l'inefficacité du TGV : il ne crée pas l'activité, il la déplace. En privilégiant les extrémités de la ligne au détriment des pôles intermédiaires, il draine les ressources et renforce l'hypercentralisation au niveau des métropoles nationale et régionale. Satellisant les agglomérations, il aggrave les déséquilibres entre les Régions.

Le cloisonnement de l'espace, les coupures de voirie, la destruction d'espaces naturels, l'altération des paysages, la dépréciation du foncier, les nuisances de proximité, sont autant d'autres conséquences négatives.

Où en est aujourd'hui notre système de transport ferroviaire ?

L'inefficacité du système de gouvernance SNCF-RFF-Etat (2 ministères)-Régions est dénoncée par ceux même qui y participent. L'ensemble du réseau est aujourd'hui dans un état d'obsolescence tel qu'il ne peut faire face aux enjeux énergétiques et écologiques auxquels il est d'ores et déjà indispensable de répondre, le transport des marchandises continue à perdre de l'argent et des parts de marché au profit de la route, ce qui augmente les émissions de gaz à effet de serre. La modernisation du réseau est évaluée à 50 Mds€, plus personne ne dispose des moyens financiers nécessaires : les dettes cumulées de la SNCF et RFF dépassent les 32 Mds€. Le TGV n'a pas permis de sortir du système «tout routier», sa rentabilité est très compromise : sur la base des tarifs actuels, 30 % des TGV perdront de l'argent d'ici 2 ans, même le TGV-Est n'est pas rentable. On en arrive à créer des besoins de mobilité pour rentabiliser un outil supposé la faciliter...

La Région consacre 124 M€ aux transports (25 % de son budget), dont 100 pour le fonctionnement (les TER) et 24 pour l'investissement (les infrastructures), elle est déjà engagée dans un Plan Rail de 213 M€. Le coût pharaonique de ce projet (14 Mds€ !) engagerait pour des décennies les collectivités locales bien au-delà de leur capacité de financement. Bien sûr, le montage financier n'est pas encore arrêté, et en l'état actuel des choses, on voit mal comment il pourrait l'être un jour. Le battage médiatique orchestré notamment par la Région autour de ce projet n'aurait-il pas pour objectif de se dédouaner auprès des électeurs lorsqu'il sera enterré ?

Concorde et Super Phoenix hier, ITER et TGV aujourd'hui, le même scénario se répète, avec les mêmes conséquences : nous consomons toutes les ressources publiques dans des opérations de



LGV débat public : quelle réflexion pour quelles priorités

J'ai participé au dernier débat public le 24 janvier à Clermont. J'ai longuement écouté les positions du public qui était dans la salle en attendant de pouvoir m'exprimer au nom d'EELV 63 (avant dernière prise de parole). Pas facile d'intervenir, la parole était surtout distribuée aux élus, présidents de Conseil Général, de communautés de communes ou d'agglomérations, maires, conseillers régionaux. Or, à l'exception de Pierre Pommarel qui est intervenu en particulier sur l'importance des déplacements régionaux, tous les élus PS, UMP, PC, de véritables clones, étaient venus nous vendre du rêve. Le prix de ce rêve n'a pas été abordé alors que la question du budget est centrale dans une collectivité et qu'un budget n'est extensible que dans la limite liée à la pression fiscale « tolérable ».

La question de l'aménagement du territoire est prépondérante à double titre. En effet, il faut savoir si la ligne Paris-Lyon doit absolument être doublée ou si nous pouvons utiliser, voir inventer d'autres façons de travailler (télétravail,...) ou communiquer (vidéoconférence, ...) nécessitant moins de déplacements. On doit aussi se pencher sur les études effectuées suite à la construction de LGV et voir par exemple pour la LGV Méditerranée, que le développement économique attendu n'est pas au rendez-vous. Bien entendu, il faut se pencher aussi sur le « toujours plus vite » et sur l'impact environnemental, deux thèmes sur lesquels des militant(e)s associatifs de l'Allier ont fait de très bonnes interventions. La priorité doit aller au maintien et développement des lignes régionales, à l'amélioration des voies existantes y compris sur les axes Clermont-Paris et Clermont-Lyon, et à l'acquisition de matériel plus performant et confortable sur ces grandes lignes. On peut craindre que les contraintes financières ne permettent pas la réalisation de la LGV, qu'en attendant, rien ne soit fait pour apporter les améliorations nécessaires !

Hélène Pelletier

Vous recevez ce journal par courrier, souhaitez-vous le recevoir par e-mail ou préférez-vous le format papier.

Dans les deux cas, envoyez-nous un message à auvergne@eelv.fr pour nous dire votre préférence. En nous communiquant votre adresse-mail, vous recevrez les infos sur nos actions.

Vous pouvez bien sûr nous adresser un courrier à EELV 11 rue des Deux Marchés 63000 CLERMONT-FERRAND



Non à l'usine Michelin en Inde



AVEC QUELQUES
GRAMMES DE PAPIER,
VOUS POUVEZ
FAIRE PENCHER LA BALANCE
EN FAVEUR DE L'ÉCOLOGIE.

La LGV POCL : une aberration écologique et économique (suite)

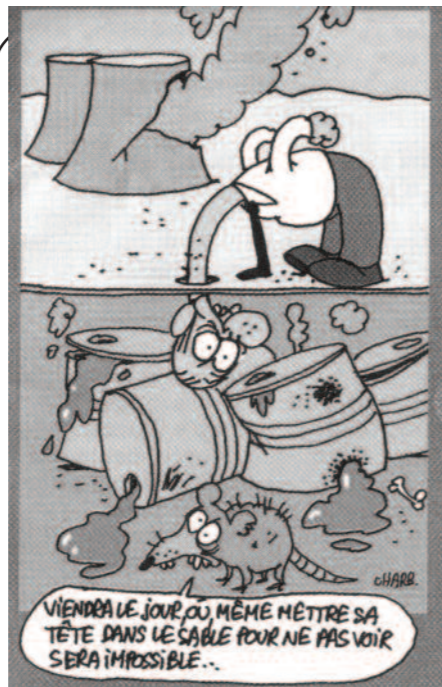
ressources publiques dans des opérations de prestige qui ne laissent que des dettes et ne génèrent que des moins-values sociales et environnementales – en échange de quelques profits privés.

Depuis des décennies, nous privilégions le développement des moyens de déplacement au détriment de la proximité. Parce nous disposons de ces moyens, et d'une énergie à bas prix pour les faire fonctionner, nous avons créé des nécessités de nous déplacer toujours plus et plus loin, pour travailler, étudier, se soigner, se distraire. Ce schéma n'est plus possible : modèle économique à bout de souffle, bilan financier calamiteux, système de gouvernance inopérant, réseau obsolète – sans amélioration de la qualité de nos vies, sans réduction significative des GES (gaz à effet de serre), et avec pour perspective un coût de plus en plus élevé pour sortir de l'impasse.

Dans le domaine du transport, comme dans celui de l'énergie, la transformation écologique de la société nous impose aussi bien une réduction des besoins de déplacement qu'une redéfinition, aujourd'hui inévitable, de notre système de transport :

"On ne dessinera pas l'avenir du transport ferroviaire en revenant aux recettes d'antan, ni en s'obstinant à avancer dans des mauvaises directions. Le système ferroviaire français est à un tournant de son histoire. Sachons, avec les représentants des citoyens, des usagers et des chemins, le dessiner ensemble, et le traduire, au lendemain des élections législatives, dans une vaste refonte de la loi d'orientation sur les transports intérieurs." Jean-Vincent Placé, Jean-Yves Petit, Françoise Coutant et Alain Fousse-ret.

Denis Arbel



réuni 40 personnes dont, précisons-le des participants non militants anti-nucléaire !

Le diaporama fait actuellement l'objet d'une refonte pour l'améliorer encore en tenant compte des suggestions émises lors de cette soirée. Dans tous les cas, ce long et important travail permet de disposer aujourd'hui d'un matériel pédagogique sur cette thématique et il doit servir et circuler ! Nous prévoyons ainsi d'autres soirées sur le sujet dans d'autres points du département. N'hésitez pas à demander le diaporama à : d.merigot@nordnet.fr

Olivia Guérout, Secrétaire départementale EELV 15

NUCLÉAIRE : « C'EST PAR OU LA SORTIE ? »

CONFÉRENCE DÉBAT à AU-RILLAC du 13 DÉCEMBRE 2011

Bien décidés à montrer, que malgré l'accord passé avec le parti socialiste dont les termes sur la question du nucléaire ont pu passer pour un quasi abandon de notre lutte, les militants Europe Ecologie Les Verts du Cantal ont saisi la balle au bond et organisé un débat au titre presque provocateur « la sortie du nucléaire en 10 ans ». Provocateur car la plupart des propositions de sortie tablent sur une temporalité d'au moins quinze ans.

A partir du document réalisé par le réseau sortir du nucléaire, Dominique Mérigot nous a concocté un diaporama exhaustif et précis sur les modalités concrètes de ce scénario de sortie en 10 ans. La soirée a

Incinérateur du Puy de Dôme : Elargir l'opposition citoyenne.

logique et non polluant ? Que non ! Avec ses amis socialistes, très majoritaires dans notre département, il a confié l'organisation du traitement des déchets ménagers à un VALTOM, qui regroupe une dizaine de syndicats du Puy de Dôme et du Nord de la Haute Loire. Pour mieux faire avaler la pilule d'un futur incinérateur, on a nommé un président, André Gay, dont le territoire ne pouvait être concerné par le projet (l'actuel, Gabriel Gay, n'est du reste même pas élu), et on a bien pris soin de sous-représenter les délégués de la métropole : Clermont Communauté, moitié de la population départementale, n'a encore aujourd'hui que 5 représentants sur 28 ! Quand le projet actuel est sorti, nous avons mis plus d'un an à la Mairie et à Clermont-Communauté pour qu'une majorité se dessine contre le projet... Mais l'opposition de Serge Godard n'est pas arrivée à faire revenir ce VALTOM sur leur obstination. Même s'il y a eu concertation en la matière il ya quinze ans, les aveugles et sourds du VALTOM n'ont pas voulu réaliser l'ineptie de brûler ce qui est recyclable, ni le gaspillage de sommes faramineuses, ni le danger pour l'environnement et la santé

publique, le tout pour le grand profit de Suez.

Aujourd'hui, depuis 300 jours, les militants continuent à animer un village de la résistance en face du chantier. Résistance qui va s'élargir avec une **coordination nationale des collectifs contre l'incinération ou autres projets aberrants** : Avec un manifeste commun pour un traitement le plus écologique possible, cette coordination prépare les questions qui vont être posées aux candidats à la présidentielle et aux législatives et organise une conférence de presse à Paris le 6 avril.

Vous allez pouvoir participer à la campagne Sortir de l'incinération ! : Réduire, Trier sérieusement, en particulier l'organique, Valoriser, Méthaniser et Composter, Recycler, Réutiliser, Stocker les déchets réellement ultimes (ce peut être 20 % de nos poubelles) au plus près, par bassins de vie. Contactez EELV Auvergne

Yves Reverseau

Cela ne va pas être possible.....

La coexistence entre plantes génétiquement modifiées et cultures biologiques ou conventionnelles, entre le métier d'apiculteur, la garantie d'un miel de qualité et la présence de cultures GM sur le territoire.

L'annulation du moratoire sur la culture du maïs MON 810, les tergiversations du gouvernement, la pression du lobby de l'agro-alimentaire et des semenciers font craindre une reprise de ces maudites cultures au printemps. Sans compter la problématique des plantes mutées en laboratoire qui, selon la Commission européenne sont des OGM, réglementation ignorée par la France permettant aux multinationales de l'agrochimie de faire arriver dans nos champs et nos assiettes des plantes non soumises à la réglementation spécifique sur les OGM notamment en matière d'évaluation et de traçabilité.

Face à l'urgence de la situation, Europe Écologie Les Verts Auvergne a pris l'initiative de s'adresser aux Maires et élus municipaux de la région en les invitant à intervenir auprès des Députés et Sénateurs et à soutenir directement la mobilisation en prenant un arrêté interdisant la culture de PGM sur leur commune. (voir courrier ci-dessous).

Gérard MATICHARD

Pour le droit et la liberté de cultiver et se nourrir sans OGM

Au nom d'Europe Écologie Les Verts je me permets de vous alerter sur le nouveau contexte réglementaire à propos des OGM : ses conséquences sur le métier d'apiculteur et la contamination de sa production, l'annulation du moratoire sur la culture du maïs Monsanto 810.

1.- M. BABLOCK, apiculteur allemand, ayant constaté la présence de pollen de maïs OGM MON810 dans son miel a saisi la justice. Le 6 septembre 2011, la CJUE (Cours de Justice de l'Union Européenne) a rendu son arrêt : **un tel miel ne peut pas être commercialisé.** Ce jugement est très lourd de conséquences. Il signifie que l'apiculture serait amené à disparaître là où pousseront des plantes génétiquement modifiées. En effet, l'abeille butinant dans un rayon de plusieurs kilomètres autour de sa ruche, la présence de plantes OGM pollinifères dans sa zone de butinage entrainera obligatoirement la présence de pollen OGM dans les miels, les rendant donc impropres à la commercialisation. Vous n'êtes pas sans connaître l'impact qu'aurait aussi la disparition de l'abeille sur la flore et sur les cultures.

Conscients qu'une telle disparition serait du plus mauvais effet pour son image de marque, le lobby des OGM et des semenciers a immédiatement mis la Commission Européenne sous pression, afin que des solutions réglementaires soient envisagées, telles qu'une modification de la Directive 2001/110/CE relative au miel, ou l'introduction de dérogations concernant le pollen MON810 par rapport à l'alimentation humaine. Dans tous les cas, ces mesures sont destinées à contourner le problème en autorisant la présence de ces pollens OGM dans les miels, au mépris de l'infor-



Manifestation devant Monsanto à Bron le 20 janvier 2012

mation des consommateurs et/ou de la pureté du produit.

Les apiculteurs seraient les premières victimes, qui voudrait encore acheter du miel et autre produits de la ruche portant l'étiquetage infamant « contient des OGM » ?

Compte tenu de l'état d'urgence dans ce dossier, 17 organisations apicoles, agricoles et environnementales ont décidé de lancer une vaste campagne d'information du public au travers d'une pétition que vous pourrez consulter et signer à l'adresse suivante : www.ogm-abeille.org

2.- Annulation du moratoire sur le Monsanto 810 par le Conseil d'État le 28 novembre 2011, mettant fin à la clause de sauvegarde prise par le gouvernement en 2008 pour interdire la culture de ce maïs transgénique. Bien que les ministères de l'écologie et de l'agriculture aient affirmé dans un communiqué commun, que le Mon 810 resterait interdit en France en 2012, nous sommes aujourd'hui confrontés à un réel risque de reprise des semis de maïs OGM au printemps face à la pression des semenciers et de l'AGPM (Association générale des producteurs de maïs).

Plus personne aujourd'hui n'ignore les

conséquences de ces cultures sur l'agriculture conventionnelle et biologique, les effets inquiétants sur l'environnement et la santé humaine.

Dans ce contexte, Madame le Maire, Monsieur le Maire, je vous sollicite dans le but d'agir auprès des Députés et Sénateurs de votre département afin qu'ils interviennent avec pour objectifs :

- le renouvellement par le Gouvernement français dans les plus brefs délais du moratoire à l'encontre du maïs MON 810,
- la saisine du Comité scientifique du Haut Conseil des Biotechnologies sur le sujet de la coexistence ruches/PGM ;
- la réorientation par la Commission Européenne de ses préoccupations sur ce dossier vers la seule voie possible, à savoir le non renouvellement de l'autorisation de culture de cette variété, et le blocage de tous les dossiers de PGM nectarifère ou pollinifères.

Enfin, je vous invite à **soutenir directement cette action en prenant un arrêté interdisant la culture de plantes génétiquement modifiées sur le territoire de votre commune.** Vous pouvez aussi consulter le site www.infogm.org afin de compléter votre information sur ce dossier.